



Drapeaux en berne en mémoire de Jean-Robert Gauthier

Article mis en ligne le 14 décembre 2009 à 11:21

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les drapeaux de l'hôtel de Ville d'Ottawa, de l'Hôpital Montfort et des écoles francophones de la région sont en berne depuis jeudi à la mémoire de l'ancien sénateur Jean-Robert Gauthier. Ils resteront en berne jusqu'au coucher du soleil le jour des obsèques. La famille invite les parents et amis à la Maison Funéraire Racine, Robert & Gauthier sur le chemin Montréal le 16 décembre de 14h à 16h et de 19h à 21h. La messe des funérailles aura lieu le 17 décembre à 10h30 en la Cathédrale Notre-Dame. **(K.B.)**



La cérémonie aura lieu jeudi à la Cathédrale Notre-Dame d'Ottawa

Des funérailles sobres pour Jean-Robert Gauthier

CHARLES THÉRIAULT
ctheriault@ledroit.com

Les funérailles du Sénateur Jean-Robert Gauthier auront lieu le jeudi 17 décembre, à 10h30 en la Cathédrale Notre-Dame d'Ottawa.

Conformément au vœu de la famille, il ne s'agit pas de funérailles nationales ou civiques mais d'une cérémonie régulière. M. Gauthier est décédé le 10 décembre dernier, à l'âge de 80 ans.

On s'attend toutefois à ce que des centaines de personnes viennent rendre un dernier hommage à ce grand défenseur des droits de la minorité francophone en Ontario et dans le reste du pays. La veille des funérailles, parents et amis pourront rencontrer la famille de Jean-Robert Gauthier à la Maison funéraire Racine, Robert et Gauthier, du 180 chemin de Montréal, à Ottawa, de 14 h à 16 h et de 19 h à 21 h.

Personnalités attendues

Selon Daniel Pilon, de l'Association canadienne française de l'Ontario (ACFO) d'Ottawa, de nombreuses personnalités publiques devraient assister aux funérailles du Sénateur Gauthier qui fut aussi député d'Ottawa-Vanier à la Chambre des communes. « Le bureau du Commissaire aux langues officiel-

les du Canada, Graham Fraser, est entré en communication avec nous afin d'obtenir des détails sur

la cérémonie et nous savons que plusieurs députés et ministres ont l'intention d'assister aux funé-

railles de M. Gauthier», a déclaré M. Pilon.

Depuis l'annonce du décès de

Jean-Robert Gauthier, les hommages fusent de tous les coins du Canada.

QUATRE PNEUS POUR LE PRIX D'AUCUN

120 JOURS
SANS AUCUN PAIEMENT À L'ACHAT*

1 000\$
DE REMISE*

4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*
AVEC CES TROIS MODÈLES



LA QUESTION DU JOUR

POSITION DU CANADA À COPENHAGUE

Quelle politique préférez-vous? Celle avancée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper ou celle avancée par Jean Charest et Dalton McGuinty?

Envoyer vos opinions par courriel à editorial@ledroit.com, maximum 200 mots. Les lettres doivent être signées avec vos coordonnées complètes. Seuls le nom et la ville de résidence apparaîtront en cas de publication.

À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

Un bel héritage

Des centaines de jeunes francophones de toutes les provinces du Canada se souviendront de Jean-Robert Gauthier. Depuis des années, de jeunes étudiants de collèges et universités ont participé au concours annuel d'essais littéraires sur différents sujets d'un grand intérêt pour la francophonie canadienne: la réforme du Sénat et son impact sur la minorité francophone, les langues officielles et le bilinguisme, etc. Je peux vous assurer que chaque sujet était choisi par le comité directeur du Fonds après plusieurs consultations et beaucoup de questionnement de la part de Jean-Robert. Il voulait que les jeunes soient vraiment enthousiastes pour le thème des essais.

L'objectif de Jean-Robert était simple: encourager les jeunes à s'interroger sur le futur de la francophonie canadienne et sur la dualité linguistique au Canada. Les mettre au défi de réfléchir sur leur futur en tant que francophone et leur place dans la société canadienne. À chaque année, lors de la Semaine de la Francophonie, au Parlement, on remet aux lauréats des bourses. Par la suite, les essais sont publiés dans *LeDroit*. Depuis 2002, au-delà de 85 000 \$ ont été distribués en bourses.

Cette année, en l'absence de Jean-Robert qui était trop malade pour participer aux discussions, le comité a décidé d'aller de l'avant avec le concours annuel. C'est ce qu'il aurait voulu. Le thème choisi: le rôle des organisations provinciales représentant les intérêts de la minorité francophone, telle que l'Assemblée francophone de l'Ontario qui célébrera son 100^e anniversaire en 2010.

Merci aux milliers de Canadiens qui ont, depuis 10 ans, généreusement appuyé le Fonds Jean-Robert Gauthier.

Lucien Bradet,
Président du comité directeur,
Fonds Jean-Robert Gauthier

Source d'inspiration

Avec le décès du sénateur Jean-Robert Gauthier, la francophonie ontarienne en particulier, canadienne en général, est en deuil. Elle vient de perdre quelqu'un qui lui a voué sa vie, qui a été son champion au plan national. Sa vie de grand Canadien, sa droiture, sa force de caractère, son opiniâtreté, son dévouement à une cause en font un exemple à suivre pour les générations montantes, toutes langues confondues. Pour les gens de ma génération, il a été une source d'inspiration dans l'affirmation canadienne-française.

Que sa mémoire comme son action continue de nous inspirer.

Roch-André LeBlanc,
Ottawa

Merci à un grand

Jeune Franco-Ontarien âgé de 16 ans, je ne trouve qu'un mot à dire pour l'ensemble du travail de Jean-Robert Gauthier: merci. Sans lui, il est évident que la francophonie ontarienne ne sera pas celle que l'on connaît aujourd'hui. Sans son implication dans le milieu scolaire francophone, il est fort probable que je ne vous écrirais pas en français aujourd'hui... C'est en grande partie à cause de lui que j'étudie à l'école de mon quartier en français. Jean-Robert Gauthier a su se tenir debout lorsqu'il a refusé de voter pour le rapatriement de la Constitution canadienne, dans l'intérêt des Franco-Ontariens. En 1994, son travail est enfin reconnu, avec sa nomination au Sénat. Cela donna une voix encore plus forte aux Franco-Ontariens. Une voix qui manque aujourd'hui.

Même à la retraite, Jean-Robert Gauthier continuait d'appuyer l'idée que la capitale fédérale de notre pays devienne bilingue. Espérons vivement qu'un jour son rêve devienne réalité. Aujourd'hui, une école de Barrhaven porte son nom. Cette école est le reflet du rêve franco-ontarien qui perdure toujours: vivre et apprendre en français.

Le 10 décembre 2009, Jean-Robert Gauthier s'est éteint, laissant dans le deuil non seulement les quelque 500 000 francophones de l'Ontario, mais bien toute la francophonie canadienne. Je lui souhaite un repos entièrement mérité, dans un paradis... bilingue.

Diego Elizondo,
Orléans

Merci Jean-Robert

À l'hiver 1967, alors que les responsables des écoles secondaires privées de langue française d'Ottawa envisageaient d'intégrer leurs établissements au système des écoles secondaires publiques, leur premier geste fut de consulter Jean-Robert Gauthier sur la démarche à suivre. Si ce transfert fut réussi et que dès septembre 1968, 3500 élèves francophones pouvaient maintenant étudier en français au secondaire sans avoir à déboursier des frais de scolarité, nous le devons en bonne partie à l'appui de Jean-Robert Gauthier. Il fut aussi très actif à mettre sur pied un programme de construction d'édifices neufs et polyvalents dont l'école secondaire De La Salle.

À partir de ce moment, Jean-Robert fut pour moi un ami qui ne s'est jamais démenti. J'ai pu suivre sa carrière et partager avec lui des projets dont La Cité collégiale. Merci, Jean-Robert. Moi aussi, comme d'autres, tu vas me manquer.

Frère Maurice Lapointe, é.c.,
Ottawa

CHRONIQUE

GILBERT LAVOIE

Collaboration spéciale
glavoie@ledroit.com



Camil Bouchard abandonne la politique

Après François Legault le printemps dernier, c'est au tour de Camil Bouchard de quitter la politique.

Les circonstances et le discours diffèrent un peu, mais il y a beaucoup de similitude entre ces deux départs.

Deux mois avant sa démission, Legault confiait ouvertement à quel point il trouvait frustrant et peu valorisant le métier de député dans l'opposition. Cofondateur d'Air Transat, il se voyait mal passer quatre ans à jouer son rôle de critique dans l'espoir, peut-être un jour, de redevenir ministre et de pouvoir influencer le cours des choses.

La démarche de Camil Bouchard est à peu près similaire. À 64 ans, l'homme a fait le constat qu'il a joué un rôle plus important dans sa vie antérieure de chercheur et de professeur que sur les banquettes de l'opposition. Il signale à quel point le temps devient de plus en plus précieux quand on avance en âge, et il conclut qu'il n'a plus la motivation nécessaire pour être député jusqu'aux prochaines élections.

Mêmes constats

M. Bouchard n'est pas le seul député à se poser ce genre de questions. Au cours des dernières semaines, un autre membre du caucus péquiste me confiait à quel point il s'interroge sur ce qu'il aura accompli de significatif à la fin de ce mandat. Et pire encore: qu'en sera-t-il si le PQ ne parvient pas à prendre le pouvoir la prochaine fois?

Les députés de l'opposition sont tenus de critiquer les décisions gouvernementales. Or, les plus intelligents savent que dans certaines circonstances, ils seraient tenus aux mêmes décisions s'ils étaient au pouvoir.

La triste réalité des finances publiques confronte souvent les élus aux mêmes constats, tous partis confondus.

Mais ce ne sont pas tous les élus qui peuvent se permettre de démissionner. Pour certains d'entre eux, le poste de député est également un emploi dont ils ont besoin. D'autres ont encore suffisamment de temps devant eux pour attendre le retour au pouvoir. Ce n'est pas le cas de Camil Bouchard. Docteur en psychologie de McGill et en congé sans solde de l'université du Québec, il



À 64 ans, Camil Bouchard a décidé de tourner la page sur la vie politique. LA PRESSE CANADIENNE

pourra sans doute reprendre du service ou obtenir des mandats de recherche intéressants. Mais plus encore, il aurait eu 67 ans aux prochaines élections. Il y a beaucoup de jeunes recrues talentueuses au sein du caucus péquiste. Il n'est pas dit qu'il aurait eu sa place au sein du Conseil des ministres.

Critique à la famille

M. Bouchard avait déjà trouvé difficile de laisser son poste de critique à la famille, en janvier 2006. Il s'y était fait remarquer, notamment dans le dossier des garderies. Muté à l'éducation, il était revenu à la famille pour quelques mois en 2007 pour être envoyé ensuite à l'environnement, et finalement à l'immigration et aux Premières nations en janvier dernier. Il était loin de ses anciennes amours. Ce jeu de chaises musicales à répétition n'était

pas de nature à le rassurer.

Il quitte néanmoins avec beaucoup de classe, en réitérant son respect pour Pauline Marois, en réaffirmant son engagement souverainiste, et en énonçant quelques causes auxquelles il aimerait se consacrer, dont celle de l'endettement des familles et le sort des enfants autochtones.

Voilà l'exemple d'un homme qui aurait pu contribuer davantage à la vie publique s'il avait eu la chance d'être élu au sein d'une équipe gouvernementale. La vie d'un député au sein d'un parti d'opposition est une pénible traversée du désert pour ceux qui ont l'habitude de faire bouger les choses.

« Vous êtes très près du pouvoir, mais vous n'êtes pas au pouvoir » a-t-il déclaré hier, en tentant d'expliquer les frustrations de l'opposition.

Il ne pouvait pas mieux dire.

LEDROIT, LE MARDI 15 DÉCEMBRE 2009

LE FRANÇAIS ÉCORCHÉ DANS LA CAPITALE



MARTIN ROY, LeDroit

Le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, a admis que c'est la Ville qui a commis la bévue d'organiser a cérémonie de passage de la flamme olympique qu'en anglais samedi dernier à l'hôtel de ville.

Cérémonie du passage de la flamme olympique sans français à l'hôtel de ville d'Ottawa samedi

Une gifle « anglophone » difficile à encaisser



DOMINIQUE
LA HAYE
dlahaye@ledroit.com

Le commissaire aux langues officielles du Canada, Graham Fraser, juge aberrant qu'une cérémonie organisée par la Ville d'Ottawa, samedi, lors du passage de la flamme olympique à l'hôtel de Ville se soit déroulée uniquement en anglais.

Pour l'occasion, le maire Larry O'Brien recevait le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, ainsi que les ministres fédéraux John Baird et Gary Lunn. La cérémonie protocolaire était animée en anglais par Max Keeping, le chef d'antenne de CTV à Ottawa. Seul le maire a dit quelques mots de salutations en français.

« Si la Ville d'Ottawa, avec en présence des ministres fédéraux,

a organisé une cérémonie d'envergure nationale uniquement en anglais, alors c'est aberrant », a déclaré le commissaire Fraser. Selon le président du mouvement Impératif français, Jean-Paul Perreault, cet incident témoigne le mépris envers la communauté francophone du monde.

« On a traité de façon méprisante les français dans la capitale nationale. C'est une gifle sur la gueule de la francophonie canadienne et aussi de la francophonie internationale, a-t-il dit. Je ne suis pas même certain que nos athlètes olympiques seront encadrés et recus en français à Vancouver. »

Le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, juge « malheureux et regrettable » que le français ait été absent de la cérémonie dont il était l'hôte.

« Je n'étais pas impliqué, mais au nom d'Ottawa j'ai présenté

mes excuses à la communauté francophone. »

Le maire admet que c'est la Ville qui a commis la bévue.

« C'est vraiment un problème municipal, car le fédéral et les célébrations pancanadiennes se déroulaient pour leur part sur la colline du Parlement », a-t-il déclaré.

Au service des communications de la municipalité, on indique que c'est le bureau du protocole de la Ville qui a organisé la cérémonie.

« Pitoyable » selon Georges Bédard
Le conseiller municipal Georges Bédard qualifie l'incident de « pitoyable » et entend obtenir

des explications du directeur municipal et du maire pour s'assurer qu'un tel incident ne se reproduise plus.

« C'est un gros manque de

Le conseiller municipal Alex Cullen fait valoir que les discours de la Ville comprennent normalement des portions en français qui dépassent les sim-

« C'est un gros manque de respect. Au bureau du protocole on me dit que CTV commanditait l'événement et que Max Keeping avait été choisi et devait parler dans les deux langues. C'est évident qu'il aurait dû y avoir un maître de cérémonie francophone également. »

Georges Bédard

respect », s'est-il exclamé. « Au bureau du protocole on me dit que CTV commanditait l'événement et que Max Keeping avait été choisi et devait parler dans les deux langues. C'est évident qu'il aurait dû y avoir un maître de cérémonie francophone également », dit-il.

ples salutations.

« Le maire a choisi de ne pas les lire, alors c'est un manque de respect », dit-il. « Les discours doivent être respectueux et certaines parties des textes doivent être en anglais et en français et non pas seulement en ce qui a trait aux salutations. »



On se doit de **protéger**
ceux que l'on aime.

ASSURANCE ET GESTION DE RISQUES
**CHARLEBOIS
TRÉPANIÉ**
CABINET DE SERVICES FINANCIERS

www.charleboistrepanier.com

819 777-5246

LEDROIT, LE MARDI 15 DÉCEMBRE 2009

15 décembre 2009 | Le Droit | MARTIN COMTOIS | mcomtois@ledroit.com

Un au revoir émouvant qui n'avait rien d'une coïncidence

Le caporal Andrew Kinsley, un amputé de guerre, lance le relais devant la statue de Terry-Fox à Ottawa

Plongée dans la brume, la capitale nationale a salué une dernière fois la flamme olympique, tôt hier matin. Un au revoir qui a été émouvant.

Il était 6 h45 quand le caporal Andrew Knisley, une canne dans une main et le flambeau dans l'autre, a donné le coup d'envoi au dernier droit du relais des Jeux de Vancouver 2010 à Ottawa. Ce militaire de 25 ans, qui a failli perdre la vie en Afghanistan, n'avait appris la veille qu'il serait le premier porteur de la flamme en ce lundi de décembre.

On lui avait assigné le départ devant le tableau du décompte officiel des Jeux situé au coin des rues Metcalfe et Wellington, en face du Parlement. Surtout, Knisley se retrouvait aux côtés de la statue de Terry-Fox, qui a parcouru le pays malgré une jambe artificielle.

Le choix du lieu n'avait rien d'une coïncidence.

« Moi, j'ai perdu ma jambe le 19 janvier dernier en Afghanistan lors de l'explosion d'une mine. Mon bras droit a aussi été blessé grièvement, a relaté Knisley, qui faisait partie des Forces armées canadiennes depuis deux ans seulement.

« J'ai dû réapprendre à marcher. Aujourd'hui, je suis fier d'être un soldat, mais aussi très fier d'être un Canadien. »

Knisley était surtout heureux de partager ce moment avec le major Mike Lavery.

« C'est cet homme qui m'a sauvé la vie dans les minutes qui ont suivi l'explosion. L'artère de ma jambe avait été sectionnée. Je saignais beaucoup et j'avais perdu ma trousse de premiers soins au moment de l'accident. Je l'avais placé du côté droit de mon corps. »

Lavery a soigné son coéquipier, qui demeure maintenant à Ottawa où il poursuit notamment sa réhabilitation à l'hôpital Général.

Knisley faisait partie d'une quinzaine de porteurs qui ont assuré le départ de la flamme, qui avait passé les trois derniers jours dans la région.

Sélectionné par Coca-Cola

Le président des Sénateurs, Cyril Leeder, a participé à ce relais hier, tout comme un étudiant en sciences de l'activité physique, PhilippeJacques Zaor, qui a parcouru le campus de l'Université d'Ottawa.

Zaor, 20 ans, avait été retenu par Coca-Cola, qui sélectionnait certains porteurs. Sa photo se trouve sur deux abribus d'OC Transpo sur la rue Wellington. La compagnie spécialisée dans les boissons gazeuses a organisé une campagne promotionnelle axée autour de gens actifs sur la scène sportive et communautaire.

Dans son cas, le résidant francophone d'Ottawa est un mordru de l'athlétisme. Il court souvent. En mai dernier, il a notamment pris le départ du demi-marathon de la capitale.

Parcourir 300 mètres avec la flamme n'avait rien d'exigeant pour un gars qui se tape des épreuves d'une vingtaine de kilomètres.

Le relais, lui, aura franchi plus de 45000 kilomètres entre le 30 octobre et le 12 février, date à laquelle sera allumée la vasque olympique à Vancouver.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



La flamme olympique quitte la région



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 14 décembre 2009 à 13:32

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Après trois jours dans la région de la capitale nationale, la flamme olympique a poursuivi son chemin vers Vancouver, lundi matin. Avant de partir, elle a pris soin de visiter les communautés d'Orléans, Rockland, Hammond, Limoges et Casselman, où plusieurs centaines de personnes l'ont acclamée. Les élèves des écoles primaires et secondaires de Casselman s'étaient notamment massés le long de la rue Principale afin de voir passer le convoi.

À Limoges, les pompiers ont fait retentir les sirènes de leurs camions au passage de la flamme, qui doit arriver à Vancouver à temps pour l'ouverture des Jeux olympiques, le 12 février 2010.

La flamme a quitté en direction de Cornwall. Elle empruntera le corridor de l'autoroute 401 jusqu'à Kingston, où elle est attendue ce soir. En chemin, elle s'arrêtera dans plusieurs communautés le long du fleuve St-Laurent.

Plus de détails dans notre édition papier de cette semaine.



15 décembre 2009 | *Le Droit* | LEDROIT

Clinique de vaccination mobile ajoutée à Ottawa

Une clinique de vaccination mobile contre la grippe H1N1 a été ajoutée à Ottawa à compter d'aujourd'hui. Cette clinique aura lieu de 14 h30 à 20 h30 à la Sir Wilfrid Laurier Secondary School au 1515, chemin Tenth Line, à Orléans. Les bracelets ne sont plus requis aux cliniques de vaccination. Toutefois, il se peut que Santé publique Ottawa (SPO) ait recours aux bracelets de nouveau aux cliniques où il y a une forte affluence afin de réduire les temps d'attente. Le vaccin contre la grippe H1N1 et celui contre la grippe saisonnière sont offerts à toutes les cliniques.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 décembre 2009 | Le Droit | JOCELYNE RICHER | LA PRESSE CANADIENNE

La ministre Courchesne sous enquête

Financement des partis politiques

QUÉBEC — La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, devra rendre des comptes au Directeur général des élections du Québec (DGEQ), selon ce qu'a appris La Presse Canadienne, hier.

UN DUR **FORD** **DE DUR** **et** **MONTEZ** **PRENEZ** **LA ROUTE**
L'ÉVÈNEMENT FIN D'ANNÉE

LE CAMION LE PLUS VENDU AU PAYS*
F-150 2010

MEILLEURE CAPACITÉ DE CHARGEMENT DE SA CATÉGORIE¹

MEILLEURE CAPACITÉ DE REMORQUAGE DE SA CATÉGORIE²

BOÎTE AUTOMATIQUE 6 VITESSES

MARCHEPIED DE HAYON LIVRABLE

FONCTION DE STABILISATION DE LA REMORQUE

RADIO SATELLITE SIRIUS™
AVEC ABONNEMENT DE 6 MOIS PRÉPAYÉ

ET PLUS ENCORE...

FORD F-150 XLT 4X4 2010 À CABINE DOUBLE AVEC BOÎTE AUTOMATIQUE 6 VITESSES

27 999\$ ACHETEZ POUR **OU** **399\$** LOUEZ POUR **/MOIS**

Incluant les ajustements de prix de **\$9,400** FRAIS DE TRANSPORT EN SUS.

TERME DE 48 MOIS. ACOMPTÉ DE 3 400\$. FRAIS DE TRANSPORT EN SUS.

MODÈLE ILLUSTRÉ

Un enquêteur du DGEQ procédera à des vérifications, à la suite de déclarations faites récemment par la ministre Courchesne, relativement au financement des partis politiques par des entreprises privées, une pratique interdite par la loi.

À deux reprises, lors d'un point de presse sur un autre sujet, le 2 décembre, la première fois en français, le seconde en anglais, Mme Courchesne a présenté comme un fait accompli que les compagnies versaient de l'argent aux partis politiques.

En moins d'une semaine, c'est la deuxième ministre du gouvernement de Jean Charest à devoir s'expliquer au DGEQ à ce propos.

« Vous savez aussi bien que moi qu'il y a beaucoup, moi, je dirais (que), la majorité des entreprises privées soutiennent tous les partis politiques », a-t-elle déclaré.

Peu après, en anglais, elle a dit craindre et déplorer que cette pratique illégale cesse, car, selon elle, les entreprises privées qui contribuent aux partis « ne voudront plus donner d'argent », si elles s'imaginent que ce geste puisse être associé à du favoritisme politique.

« Elles ne veulent pas être accusées de contribuer au financement (des partis) pour obtenir quelque chose en retour du gouvernement », a-t-elle dit, alors qu'elle réagissait, en compagnie de son collègue de la Famille, Tony Tomassi, aux allégations de favoritisme portées par l'opposition péquiste quant à l'attribution de places en garderie.

Sur le coup, ses propos étaient passés inaperçus. Plus tard en soirée, Mme Courchesne a affirmé qu'elle aurait dû « s'exprimer en parlant des contributions des individus, qu'ils soient propriétaires d'une entreprise ou non ».

La ministre a assuré le DGE de sa collaboration entière collaboration pleine et entière.

Depuis une trentaine d'années, la loi interdit pourtant explicitement les dons d'entreprises aux partis politiques.

Pour éviter tout conflit d'intérêts et toute forme de retour d'ascenseur, seuls les individus peuvent contribuer un maximum de 3000 \$ par année aux formations politiques.

Même situation que MacMillan

La semaine dernière, le ministre délégué aux Transports, Norman MacMillan, avait lui aussi attiré l'attention du DGEO, après avoir déclaré publiquement qu'il s'occupait de ramasser personnellement 100 000 \$ par année pour le Parti libéral du Québec (PLQ).

On apprenait par la suite que tous les ministres du gouvernement devaient faire de même, pour une somme totale attendue de 2,6 millions \$ dans les coffres du parti, annuellement.

Marois réagit

Lundi, la chef de l'opposition, Pauline Marois, a dit juger la situation « inquiétante ».

« C'est complètement défendu » pour une entreprise privée de donner à un parti, a rappelé la chef péquiste.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Musée des civilisations et Musée de la guerre : entente de principe



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 14 décembre 2009 à 15:04

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La Société du Musée canadien des civilisations (SMCC) est parvenue à une entente de principe avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) hier soir. Grâce à cette entente, la grève, qui a duré 12 semaines, est terminée.

Le Syndicat invite ses membres à ratifier l'entente ayant fait des gains au niveau de la sous-traitance et de la sécurité d'emploi notamment.

Les directeurs ont déjà pris des mesures en vue de préparer le retour au travail des 420 employés. Les employés discuteront d'un protocole de retour au travail aujourd'hui et pourrait être de retour dès demain matin.

À noter que les deux musées sont ouverts au public et qu'ils peuvent visiter les expositions et qu'ils ont accès aux aires de stationnement et aux services offerts par les cafétérias. **(K.B.)**



Montessori discipline suits settled

Terms unknown in five 2004-05 claims against private school

BY GLEN MCGREGOR, THE OTTAWA CITIZEN DECEMBER 15, 2009

The Ottawa Montessori School has settled a batch of lawsuits filed by parents who claimed children were improperly disciplined and threatened by their teacher.

The allegations in five legal claims against the private school on Lindsay Street involved incidents dating to the 2004-05 school year with children as young as two years old.

The parents of one boy at the school claimed that his teacher squeezed his wrist until he cried. Another lawsuit alleged the teacher raised her voice, chastised a three-year-old, and "used fear and intimidation" to "gain compliance."

The same parents also claimed they personally witnessed the teacher use "cruel and abusive physical force" with another child.

The school filed statements of defence against the lawsuits, saying the students were treated "in a humane manner and with dignity and respect by all teachers," and denied they had been subject to or witnessed any inappropriate behaviour.

None of the allegations were proved in court.

"They have all been settled," said Pat Gere, the school's director and one of the defendants named in the lawsuits. She declined to address the specific allegations.

"We've reviewed everything that took place in the school at that time and made changes."

The teacher left the school on sick leave in March 2006 and is no longer employed there.

The allegations against the teacher led to an investigation by the Children's Aid Society in 2006. It found no physical abuse, but said the teacher had used "inappropriate discipline" and found the school administration failed to report possible abuse on at least one occasion.

The parents had also claimed their children were upset because they had seen another child slapped, one child locked in a bathroom stall for more than an hour, and another tied to the teacher with a string.

One lawsuit alleged the teacher shook the children, slapped their hands, and tried to obtain respect through fear, saying, "I could brake (sic) your bones if I wanted. I'm stronger than you."

Parents of one of the children claimed she was traumatized by the alleged events and was treated for

symptoms of what was likely post-traumatic stress disorder.

One lawsuit claimed that school failed to address a "sexual misconduct" between two other students witnessed by other children -- although the exact nature of the behaviour was not described. One parent told the Citizen it involved kissing.

When the lawsuits were settled, plaintiffs in one of the cases were granted a motion compelling the school to provide a complete copy of the CAS investigator's report.

Several of the parents involved in the lawsuits are practising lawyers. One family were French diplomats posted to Ottawa who have since returned to Paris.

At least four of the lawsuits were settled in the last few months. The terms of the settlements are not known, but an affidavit from a lawyer representing one of the families said the plaintiffs in that case had agreed to settle for a payment of \$25,127, of which more than \$13,627 went to legal fees.

Tuition fees at the time of the incidents were more than \$10,000 a year, according to the lawsuits.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

No need to split twins in school: Study

AGENCE FRANCE-PRESSE DECEMBER 15, 2009

Whether twins are separated at school, a subject of debate that is often a dilemma for parents, has no affect on their grades, according to a Dutch study published today.

A team from Amsterdam's VU University based their finding on a study of 2,003 pairs of Dutch twins who were born between 1986 and 1993 and were followed by researchers until they reached 12, the study says.

The group was made up of 839 monozygotic, or identical, twins and 1,164 dizygotic, or false, twins, said the report published in the specialist review *Journal of Epidemiology and Community Health*.

By the time they were 12 years old, 72 per cent had studied in the same classroom, 19 per cent had been in separate but parallel classes and nine per cent had shared the same classroom for only some of their schooling.

On reaching 12, the twins were put through a standardized Dutch test that assesses skills like language and maths, but researchers found no significant difference in the results from the three groups. There was also no important difference between the results from identical and false twins, or boys and girls.

The researchers also studied a smaller group to see if twins in the same class tended to have the same friends. They found they did, but added this was not surprising as friendship at primary school is mainly with classmates.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Flu Shot Clinics

THE OTTAWA CITIZEN DECEMBER 15, 2009

The following is the Ottawa Public Health clinic schedule for the next few days. Both H1N1 and seasonal flu vaccines will be available. Wristbands are no longer required, but may be re-instated if volume is high. All clinics run from 2:30 to 8:30 p.m., unless otherwise noted:

Today

- Sir Wilfrid Laurier Secondary School, 1515 Tenth Line Rd.
- Kanata Recreation Complex, 100 Walter Baker Pl.
- Ottawa City Hall, Laurier Ave. West
- Dempsey Recreation Centre, 1895 Russell Rd.

Wednesday

- Sarsfield Community Centre, 3583 Sarsfield Rd.
- St. Luke (East) Catholic School, 2485 Dwight Cres., 3:30 p.m. - 8:30 p.m.
- City of Ottawa Administrative Bldg., 100 Constellation Cres., 5 p.m.- 9 p.m.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Lunch Box program to help children

THE OTTAWA CITIZEN DECEMBER 15, 2009

Some of Ottawa's most vulnerable children will learn tasty tricks to making better school lunches after the United Way and The Grocery Foundation teamed up Monday at Severn Avenue Public School to launch the Lunch Box program.

Dietitians and staff will teach children who live in emergency family shelters how to make their own healthy school lunches. The children will also learn the benefits of eating nutritious food.

"Homelessness is a devastating experience for families and especially for children," Peggy Austen, senior director of impact strategies at the United Way, said in a statement. "The Lunch Box program will help give them the tools and strength they need to be successful in school, and in life."

The program will supply food, preparation tools and supervision to family shelters and community health centres across Ottawa.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Lunch box program aims to feed kids

By **SCOTT TAYLOR, OTTAWA SUN**

Last Updated: 14th December 2009, 4:26pm

The United Way and the Grocery Foundation are teaming up for a one-year pilot project to help disadvantaged children receive healthy lunches every day and to learn how to make them.

The Lunch Box project, which the organizations hope will grow across the region, will supply food, preparation tools and supervision through two homeless shelters in Ottawa for the families and children who live there.

Working with trained dietitians, kids will learn how to prepare a nutritious lunch. Their parents will also be encouraged to help prepare the lunch menus, which is a way for families to do things together during trying times.

"Homelessness is a devastating experience for families and especially for children," said United Way senior director Peggy Austen.

"The Lunch Box program will help give them the tools and strength they need to be successful in school — and in life."

Although initially rolling out in two shelters, the program will eventually expand to community health centres to meet the needs of more children in the community.

United Way spokeswoman Kate Headley said while kids of almost any age will benefit, the prime focus will be on those who attend elementary schools.

She added the cost of the pilot project is about \$75,000.

The Grocery Foundation includes 67 retail banners, 400 food and grocery product suppliers, and 52 members of the Ontario Food Brokers' Association.

scott.taylor@sunmedia.ca

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

Schools of their own

THE OTTAWA CITIZEN DECEMBER 15, 2009 7:25 AM

There's no avoiding it: the legacy of the residential school system hangs darkly over any discussion of aboriginal education in Canada.

As many as 80,000 "alumni" of residential schools are alive today. About one-third of aboriginal youth have parents who went to the schools. Many of the students were forcibly separated from their families. The abuse that children endured in the residential school system has been linked with the ongoing pathologies afflicting aboriginal communities in Canada, including violence, alcoholism and depression. The saga of aboriginal residential schools is now one of the saddest, though best-known chapters in Canada history.

One consequence of the residential school experience is that it created, among First Nations peoples, a distrust of educational institutions. This is unfortunate, because education is the key to a better future for Canada's aboriginal communities. The education gap between natives and non-natives is intolerable.

There is, however, a hopeful sign, in the effort of native leaders in Manitoba and Saskatchewan to create aboriginal school boards. The situation of aboriginal youth in those provinces is desperate. Too many of these young people -- marginalized and disaffected -- lead tragedy-filled lives.

The Winnipeg proposal came as part of an anti-crime strategy devised to deal with the city's violent crime problem. The panel proposed a separate, publicly-funded school system for First Nations children, similar to the one the province created 16 years ago for French-speaking Manitobans. Winnipeg already has two aboriginal high schools, which would be folded into a new aboriginal school board. In Saskatchewan, native leaders have long discussed a separate aboriginal school board, and they are reportedly about to begin working with the province to bring the concept to life.

The initiatives are part of a recent trend in education toward "focused" schools. Across North America, educators have begun responding to data showing that single gender classes produce better outcomes, especially for boys. The Toronto public school board has even approved the opening of a black-focused school, in an effort to keep black students in school and thereby reduce the gang violence that has plagued some corners of the Afro-Caribbean community.

The proposals for aboriginal school boards goes a step further, beyond single schools or classrooms to an entire school board. It is not surprising that there is controversy. "I don't want my people to be ghettoized," Manitoba's Minister of Aboriginal and Northern Affairs Eric Robinson has said. Referring to the era of residential schools, Robinson added: "It didn't work at that time and I don't see how it would work this time."

The argument focused schools are simply a modern day spin on segregation is a serious one. In the case of aboriginal youth, the memory of residential schools gives urgency to these fears. But it's important to remember aboriginal schools today are run by aboriginals, and there is evidence these schools can work. Winnipeg already has several aboriginal schools, including the Children of the Earth aboriginal high school.

The aim of aboriginal school boards is not to estrange youth from aboriginal culture and traditions, but to strengthen those linkages, in a way that produces healthy, well-adjusted students who are ready and able to learn. Of course, the problems of aboriginal underachievement are deep-rooted and widespread, and there are no magic fixes. But these proposals are intriguing and should be explored.

The conversation about how to fix the native education gap must continue. At least there is consensus on one point, an indisputable one, which is that without education the future is bleak for all young Canadians.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen